Le ministre de la Défense estime qu’une proposition de l’opposition bolivienne est un autre coup d’État

La Paz, 25 août (RHC) Une proposition de réforme du système judiciaire bolivien présentée par le politicien d’opposition Carlos Mesa 'est une nouvelle tentative de coup d’État', a déclaré aujourd’hui le

ministre de la Justice, Iván Lima.

La proposition présentée par le dirigeant de Communauté Citoyenne impliquerait la démission des procureurs, la réduction du mandat des magistrats, la paralysie de la justice et la recherche d'un pacte de silence et d'impunité, a ajouté le magistrat à Bolivia Tv.

Lima a estimé que la proposition de l'ancien candidat opposant aux élections de 2020 est un exercice de rhétorique, puisqu'elle implique la démission des autorités judiciaires, et a donc appelé le chef de ce parti à déposer au moins une plainte contre elles.

'Pour parvenir à une solution, à une réforme globale, il ne suffit pas de changer le Procureur général et les hautes autorités de Sucre', a déclaré le Ministre de la justice.

Il a confirmé que le gouvernement se conformera aux recommandations récentes d'une enquête du Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants, 'dans le cadre de la Constitution politique de l'État et des lois en vigueur dans le pays'.

SEPARADOR

Source Prensa Latina

Evo Morales a déclaré que l'OEA a besoin d'un nouveau secrétaire général

La Paz, 25 août (RHC) L'Organisation des Etats Américains (OEA) a besoin d'un secrétaire général et non d'un agent putschiste impérialiste, a déclaré aujourd'hui l'ancien président bolivien Evo Morales.

'Après avoir reconnu que des massacres ont été commis en Bolivie après le coup d'état, Luis Almagro avoue qu'il n'a pas reconnu la constitutionnalité du gouvernement de facto de Jeanine Áñez qu'il a promu', a rappelé l'ancien président sur son compte Twitter.

'Jamais plus de coups d'état en Bolivie et en Amérique Latine', a souligné Morales en condamnant le soutien du directeur de l'organisme régional à la la répression à Senkata et Sacaba en 2019, qui a fait 38 morts, des dizaines de blessés et des centaines de détenus.

Almagro a nié la veille avoir reconnu en novembre 2019 la prétendue constitutionnalité de l'exécutif d'Áñez et a rejeté les accusations selon lesquelles il était impliqué dans le coup d'État qui a renversé Morales en tant que président constitutionnel.

Les autorités locales ont également dénoncé l'attitude du Secrétaire général de l'OEA lorsqu'il a demandé, lors d'une réunion le 14 juillet, une minute de silence pour les victimes des massacres de Sacaba et de Senkata, en admettant pour la première fois ces crimes comme des massacres.

Source Prensa Latina

Radio Habana Cuba